

Table des matières

Liberté d'expression et droits concurrents : du juge de l'urgence au juge européen de la proportionnalité

Alain STROWEL et François TULKENS

Introduction	5
Chapitre 1	
Les procédures judiciaires d'urgence en droit belge	7
Section 1. Quant à la presse écrite	9
Section 2. Quant à la presse télévisée	16
Section 3. Conclusions	24
Chapitre 2	
Étendue et limites de la liberté d'expression selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme	25
Section 1. Les deux volets de la liberté d'expression	26
A. Liberté d'opinion et liberté de communication	26
I. Auteur de la communication – Champ d'application <i>ratione personae</i>	27
a) Toute personne physique ou morale contribuant à la communication	27
b) Éditeurs et autres participants à la communication	28
c) Fonctionnaires et magistrats soumis à une obligation de réserve	28
d) Autres statuts	29
II. Catégories de discours – Champ d'application <i>ratione materiae</i>	29
a) Tout discours, même choquant et provoquant	29

b) Limitation pour les discours « liberticides » ou de haine (« hate speech »)	30
c) Discours commercial	33
III. Contexte de la communication – Champ d’application <i>ratione situationis</i>	34
B. Liberté de réception	34
Section 2. Le système de restrictions (C.E.D.H., art. 10, § 2)	37
A. Prévues par la loi	38
I. Une disposition normative de portée générale	38
II. Une disposition accessible	38
III. Une disposition claire, précise et prévisible	38
B. Fondées sur un but légitime	39
C. Nécessaires dans une société démocratique	41
I. La compatibilité de la mesure envisagée par rapport au but poursuivi	42
II. L’absence de mesures alternatives moins intrusives pour la liberté d’expression	43
III. La proportionnalité au sens strict de la mesure en cause	44
a) Le registre des propos litigieux	45
1) Les propos d’intérêt général	45
2) Le discours politique	46
3) Le refus de « parler » et le secret des sources	47
4) Le discours commercial	48
5) Le discours artistique	50
6) Les propos touchant à la religion ou la morale	52
b) Le contexte des propos litigieux	55
c) Le contenu des propos litigieux : distinction des éléments de fait et jugements de valeur	56
d) La forme et le ton des propos	58
e) L’identité de la victime de la mesure d’ingérence	60
1) Membre de la presse	60
2) Médecin	60
3) Particulier	61
f) La cible des critiques	61
1) Personnel politique	61
2) Homme d’affaires	62
3) Personnalités de l’histoire	63
4) Fonctionnaires et magistrats	64
g) Le médium utilisé pour communiquer	64
h) La lourdeur des sanctions	65

i) Les péripéties de la procédure devant les instances nationales	68
j) La mise en balance avec d'autres droits consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme	68
Section 3. Conclusion	70
Conclusion	72
La presse, sa liberté et ses responsabilités	
Marc ISGOUR	
Introduction	75
Chapitre 1	
Les fondements des responsabilités pénale et civile de la presse	77
Chapitre 2	
La notion de « presse »	81
Section 1. « presse » et « liberté de la presse »	82
Section 2. Le journaliste	83
Section 3. Les droits et responsabilités des « journalistes » dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme	85
Section 4. Conclusion	86
Chapitre 3	
La faute	87
Section 1. Les fautes pénales ... et leur poursuite devant les juridictions pénales	88
A. L'impunité de fait des délits de presse « ordinaires »	88
B. Le « délit de presse » : notion	89
C. Le « délit de presse » ... et l'internet	91

D. La responsabilité en cascade ... et son application à l'internet	93
E. Les délits de presse à caractère raciste ou xénophobe	94
F. Les délits de presse négationnistes	96
Section 2. Les fautes civiles (ou pénales) ... et leur poursuite devant les juridictions civiles	96
A. La faute civile en matière de presse : exemples tirés de la jurisprudence récente	97
B. Exemples d'atteintes fautives aux droits de la personnalité (droit à la vie privée et droit à l'image) tirés de la jurisprudence récente	100
Section 3. La faute civile (ou pénale) face à l'intérêt légitime du public à être informé	104
Chapitre 4	
Le dommage ... et sa réparation	109
Section 1. Les principes de la réparation	109
Section 2. Sur le caractère proportionné de la réparation d'une atteinte à la liberté d'expression	113
Chapitre 5	
Le lien de causalité	115
Chapitre 6	
L'imputabilité de la responsabilité	117
Section 1. Principe	117
Section 2. Décisions récentes admettant un concours de responsabilités	117
Conclusion	119
Bibliographie générale	121

La présomption d'innocence face à la médiatisation des procès

Les données d'un nouvel (et délicat) équilibre

Koen LEMMENS et Sébastien VAN DROOGHENBROECK

Introduction	125
Chapitre 1	
De la faculté ... : la présomption d'innocence comme intérêt légitime susceptible de limiter la liberté de presse	129
Section 1. La valeur de la liberté d'expression dans une société démocratique	129
Section 2. Les limites à la liberté d'expression en vue de la protection de la présomption d'innocence	131
A. Observations générales	131
B. La présomption d'innocence comme limite à l'expression dans la jurisprudence de la Cour	132
I. Les antécédents jurisprudentiels de l'arrêt <i>Worm</i>	133
II. L'affaire <i>Worm</i>	134
III. L'après <i>Worm</i>	135
Chapitre 2	
... à l'obligation : la présomption d'innocence comme droit subjectif imposant de limiter la liberté de presse	143
Section 1. De la faculté à l'obligation : l'enjeu de la transformation	143
Section 2. Premier fondement possible de l'obligation de protection de la présomption d'innocence : l'article 6, § 2, de la Convention européenne des droits de l'Homme	146
A. La conception classique « verticale »	147
I. Le <i>dies a quo</i> de l'interdiction	147
II. Déclaration de culpabilité et « états de suspicion »	150
III. « Toute autorité investie du pouvoir public »	153

IV. <i>Quid</i> des « médias publics » ?	154
V. Une exigence de publicité ?	157
B. La conception « horizontale » nouvelle	158
Section 3. Deuxième fondement possible de l'obligation de protection de la présomption d'innocence : l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme	163
Chapitre 3	
La redéfinition de l'équilibre : balises et suggestions de <i>lege ferenda</i>	167
Section 1. La Recommandation Rec(2003)13 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe	167
Section 2. <i>De lege ferenda</i> : améliorer les recours disponibles	173